

Les noms et adresses de 2 626 policiers aux mains d'une radicalisée : Cazeneuve-Collomb responsables ?

écrit par Christine Tasin | 10 avril 2018



Quels sont les politiques qui ont le sang des deux policiers de Magnanville sur les mains ? Tous ceux qui, par peur de stigmatiser les musulmans et de pointer du doigt l'islam, ont laissé faire, ont pris des risques, ont laissé la police se faire infester par des agents doubles, djihadistes dans l'âme, attendant leur heure.

Depuis 2008, une "radicalisée" détenait sur une clé USB les noms et adresses de près de 3000 de nos policiers...

Ce que l'on apprend est hallucinant et ceux qui ont été au pouvoir entre 2008 et 2017 doivent être jugés par la Haute Cour de Justice. Sarkozy, Fillon, Alliot-Marie, Hortefeux, Guéant, Hollande, Valls, Cazeneuve, Collomb, Philippe... Et Macron pour faire bon poids bonne mesure puisqu'il ne fait pas mieux que les autres, pour ne pas dire qu'il fait même pire. Ils ont pris si peu de précautions qu'ils ont mis en danger la vie de 3000 des nôtres.

Mina B, la radicalisée hébergée par la policière Maryline B

(ex syndicaliste montée en grade après avoir été interrogée par la police des polices) possédait les noms et adresses de près de 3000 policiers de la DST (Direction de la surveillance du Territoire) et des RG (Renseignements Généraux) ; organismes ayant pratiquement fusionné ensuite pour former la DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur), elle-même remplacée par la DGSI (Direction Générale de la Sécurité intérieure).

La liste date de 2008, nombre de ces 3000 policiers sont encore en fonction... Leurs noms étaient tous sur une clé USB détenue par la "radicalisée".

Bref, combien de policiers sont la cible d'attentats et agressions à venir ? Est-ce à cause de cette liste, de cette clé USB que Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider sont morts ? Parce que leurs noms et adresses y figuraient ?

A qui Mina B a-t-elle communiqué cette clé USB ?

Et, surtout, d'où la tenait-elle ?

Qui était en mesure d'avoir ces renseignements, de les rassembler en un seul fichier, de le mettre sur une clé USB et de passer cette dernière à une djihadiste en puissance, qui ? On n'oublie pas que Mina était une amie de la fille, radicalisée elle aussi de la [policière Maryline B.](#) Hasard ? Concours de circonstance ? Est-il, au cas où sa responsabilité serait retenue, licite qu'un policier détienne à son domicile de telles informations ???

Depuis près d'un an, la police, le parquet et donc les Ministres de tutelle savent. Et le secret est bien gardé.

Jusqu'à ce que le scandale soit si grand qu'ils sont bien obligés d'avouer.

Oui, il y avait (et il y a sans doute, forcément) des moutons noirs dans la police. Moutons noirs qui ont accès à des documents secrets...

Alors qu'on est en guerre, il est possible d'avoir les noms et

adresses de ceux qui luttent contre les djihadistes. Pour ne parler que des policiers.

Combien de noms et adresses de personnalités visées par des terroristes libres d'accès pour des policiers félons, musulmans proches de l'EI ou dhimmis comme [Plenel](#) capables de justifier des attentats ?

La clé USB a été découverte en avril 2017... et Mina B sera mise en examen seulement en octobre 2017.

Cazeneuve et Collomb ont-ils agi pour mettre à l'abri les policiers de cette liste ? On aimerait croire que oui, mais avec de telles nullités le pire est possible.

En tout cas, le minimum eût été de ne pas laisser aller et venir toute personne susceptible d'avoir fourni la clé USB...

On attend donc la suite du feuilleton avec intérêt et... effroi :

Cinq autres personnes sont actuellement entendues par la Sdat, dont une policière, ancienne déléguée départementale du syndicat Alliance dans les Yvelines. Selon [L'Express](#), Mina était une amie de la fille de la policière et aurait été hébergée à leur domicile, courant 2016. Le magazine ajoute : « Mina fait partie des suspects entendus par les policiers de la Sdat, au même titre que son frère, décrit comme un proche de Larossi Aballa. »

La jeune femme a-t-elle profité de son incursion dans l'entourage de la policière pour obtenir cette liste confidentielle d'agents du renseignement ? Le parquet ne souhaite pas commenter ces informations. En 2016, la fonctionnaire avait déjà fait l'objet d'une enquête de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) pour avoir hébergé Mina, fichée S. Mais les investigations, précise *L'Express*, avaient conclu à l'absence d'infractions.